



École Émancipée

Pour nous contacter : ee69-contact@laposte.net

Le site de l'EE : <http://www.ecoleemancipee.org>

Lettre n°10 – janvier 2017

École Emancipée Ain Loire Rhône

La lettre de l'EE académique reflète les réflexions des militant-es EE de plusieurs syndicats nationaux de la FSU (SNUIPP, SNES, SNASUB, SNESUP...). Intéressé-es pour venir à l'une de nos réunions ? Contactez-nous !

PPCR ET NOUVELLE ÉVALUATION : POUR L'EE, C'EST NON !

La question de PPCR (protocole parcours professionnels, carrières et rémunération) est problématique sur bien des points : création d'une classe exceptionnelle, non garantie du passage à la hors-classe et d'un déroulement de carrière complet sur deux grades (contrairement aux arguments avancés par les directions de certains syndicats nationaux !). Le volet carrière de ce dossier n'est pas satisfaisant car il



n'acte aucune garantie de respect des engagements ministériels. Pire, des chevaux de Troie ont été introduits lors des groupes de travail ad hoc (par exemple, l'accès à la catégorie A pour les travailleurs sociaux désormais conditionné à la réarchitecture des Diplômes d'État). Le point d'achoppement fort concerne à la fois la création d'un troisième grade ouvert à une petite minorité (la « classe exceptionnelle ») et l'« accompagnement » qui pourra être « proposé » par la hiérarchie - et plus certainement imposé - dans le cadre de l'évaluation des enseignant-es, aussi bien à un-e collègue qu'à une équipe entière. C'est, avec la conservation d'une évaluation non déconnectée de l'avancement, alors que c'est notre mandat, un véritable outil managérial.

Pour toutes ces raisons, il n'est pas justifiable que la FSU ait émis et émette un vote favorable sur ces dossiers.

Accepter ces projets, c'est se placer dans le camp de la CFDT et de l'UNSA, alors que nos « partenaires » CGT et SUD, conscients des insuffisances et dangers, s'y opposent.

Quelles conséquences lors des élections professionnelles ? Comment aller vers la recomposition syndicale dans ces conditions ?

Trump : **help !**

Raciste, sexiste, homophobe, son élection marque la victoire des courants les plus réactionnaires de ce pays.

Son arrivée au pouvoir doit nous alerter sur toutes les tentations nationalistes en France, comme en Europe...

Réforme du collège : **quelle résistance ?**

La résistance pédagogique prônée par le SNES contre la réforme du collège est dans les faits inconséquente. Elle renvoie au local le rapport de force déjà dégradé suite à la mobilisation de l'année dernière et met les collègues en difficulté : pas facile, par exemple, de refuser de faire des EPI en 3ème alors qu'ils seront sûrement évalués au DNB.

Lycées et éducation prioritaire : **appuyer et développer les luttes !**

Une partie de la profession se mobilise sur cette question. Le SNES et le SNUEP doivent relayer cette lutte et oeuvrer à son élargissement.

Cela passe notamment par un appel clair et national à la grève.

UN TOIT, C'EST UN DROIT !

Malgré la trêve hivernale, de nombreux élèves des écoles et collèges de Lyon et banlieues dorment dehors. Le collectif *Jamais Sans Toit* (réunissant parents et enseignant-es) en dénombre plus de 100 dans les établissements où des actions existent, ce qui est donc sans doute en-dessous de la réalité.

Alors que la Rectrice s'est fendue d'un beau courrier aux



personnels de l'Education lors de l'anniversaire de la convention internationale des droits de l'Enfant, des familles entières, de l'Union Européenne ou d'ailleurs, dorment dehors, fuyant la guerre ou la misère. Pire, les enseignant-es mobilisé-es se sont vu-es

menacé-es de sanction, en cas d'occupation. La Métropole de Lyon et son maire ne s'émouvant peu de la réalité de ces enfants et adolescent-es.

Pire, la crise ne fait que s'aggraver au vu de la gestion du Préfet car, outre les expulsions et évacuations malheureusement habituelles, les démarches auprès de l'OFFI (Office Français de l'Immigration et de l'Intégration) servent de tremplin vers un retour forcé. En effet, la politique semble la suivante : soit les familles acceptent le retour (et sa prime de 2500 €) et peuvent espérer être logées momentanément, soit elles refusent et elles se retrouvent à la rue. Or, les familles en procédure de demande d'asile doivent être logées, conformément à la loi française et aux traités européens. Le manque de moyens sans cesse répété ne doit pas cacher le vrai problème : la volonté politique d'accueillir les migrant-es (rappel : un million de réfugié-es en Europe pour 508 millions d'habitants).

La mobilisation conséquente de dizaines de collègues dans toute l'agglomération doit entraîner une prise en compte syndicale de ces nouvelles problématiques : soutien franc aux actions des collègues et interventions auprès des autorités pour les aider à obtenir des réponses aux situations des élèves.

LA MISE À L'I(N)DEX DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

La grande affaire du moment qui mobilise partisans et adversaires, c'est l'IDEX et sa manne supposée de moyens supplémentaires. Pour l'académie de Lyon c'est la création d'un méga-établissement regroupant outre les trois universités lyonnaises et celle de Saint-Étienne, l'INSA ainsi que les différentes écoles du site comme l'ENS. Mais pour faire quoi ? Voilà une question qu'elle est bonne. Hormis grimper dans des palmarès internationaux, pour



happy few de Gstaad, il s'agit en fait d'une vaste restructuration industrielle visant à redéfinir un périmètre « d'excellence », en clair à redéfinir et à re-répartir les moyens financiers, humains et matériels vers les domaines scientifiques économiquement profitables... Le corollaire de cette restructuration est un phénomène inédit de calcification et de reconcentration bureaucratique évinçant les personnels des véritables instances de décision et les réduisant à n'être que des figurants.

Cette logique actuelle de dé-démocratisation et de dés-émancipation tous azimuts doit nous interroger. L'expertise prime sur la démocratie, on réifie les champs de savoir en les i(n)dexant à leur seule profitabilité capitaliste, on enferme les personnels dans des postures et des positions d'exécution, leur déniaient toute capacité de conception et d'expertise. Nous sommes dans une logique de confiscation générale de nos droits et dans une révolution passive de reféodalisation politique et culturelle. Il y a urgence à ne plus regarder l'i(n)dex mais les lunes promises pour enfin les combattre.

FILLON : LA SAIGNEE OU L'ENSAIGNEMENT !

Le programme de Fillon est le même qu'en 2005 : casser le statut de la Fonction Publique, limiter le service public, encourager la privatisation et intensifier le travail pour des salaires équivalents, accorder une plus grande autonomie aux établissements avec de véritables chefs qui recruteront les enseignant-es (comme en ECLAIR avant). L'investissement dans le projet d'établissement et les objectifs à atteindre seront un facteur de l'évaluation.

La remise en cause de la carte scolaire et l'encouragement à l'école privée (car « les parents doivent



avoir une vraie liberté de choisir de confier leur enfant à l'enseignement public ou à l'école privée » renforceront la ségrégation scolaire déjà à l'œuvre.

Quant aux contenus, c'est le retour aux « savoirs fondamentaux » avec un retour à des méthodes traditionnelles fondées sur la coercition, le contrôle continu et la discipline.

C'est aussi l'éloge de l'apprentissage et de l'initiation à l'entreprise. « dès l'âge de 15 ans » parce qu'il faut « tenir compte des talents de l'enfant tout autant que de ses capacités scolaires ». Il faut ainsi « redéployer les fonds destinés actuellement aux emplois aidés vers des aides aux entreprises afin qu'elles augmentent le nombre de leurs apprentis ».

Le tout ficelé dans une conception rétrograde et nationaliste de l'histoire... Nous avons vécu dans l'espérance du plan Langevin Wallon avec le projet d'une école démocratique. Avec Fillon, enseignant-es, parents et élèves revivront l'expérience d'une contre-révolution pédagogique.